

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Juin 1967 — 5^{me} Année — N° 44

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

DÉFENSE DU PROLÉTARIAT OU DÉFENSE DU PARLEMENT ?

Quoi qu'il en soit des protestations publiques de leurs dirigeants, les syndicats ont lancé, le 17 mai, une grève générale ouvertement politique. Les bonzes démontraient ainsi avec éclat l'inconsistance des arguments sur le caractère prétendument apolitique de l'action syndicale, qu'ils ont l'habitude d'opposer à la propagande révolutionnaire. Une grève politique est chose rare mais non unique dans les annales de la V^e république. Ces mêmes syndicats ont en effet appelé à plusieurs reprises les ouvriers à débrayer et à manifester en faveur de mots d'ordre politiques. Mais il s'agissait jusqu'ici de soutenir l'action du gouvernement gaulliste : lors de l'insurrection des barreaux d'Alger en 1960 ; lorsque les généraux d'Alger déclenchèrent leur putsch en 1961 ; pour protester contre les attentats O.A.S. en 1962 ; il

eut enfin grève et manifestation lors des obsèques de ceux qui, le 8 février 1962, à Charonne, étaient tombés victimes de la répression, par le gouvernement, d'une manifestation qui appuyait, au fond, la politique de ce même gouvernement. Cette fois, la grève et les manifestations étaient dirigées contre le gouvernement gaulliste, pour protester contre la demande de pouvoirs spéciaux et "l'abaissement du Parlement" que sanctionnera leur adoption. Malgré cette différence en apparence importante, nous affirmons que l'orientation politique de la grève du 17 mai est en parfaite continuité avec celle des précédentes. Encore et toujours, il s'agit d'entraîner les ouvriers derrière un drapeau qui n'est pas le leur, de diriger leur lutte contre un épouvantail en leur dissimulant soigneusement leur véritable ennemi.

Malgré tous les bulletins de victoire du gaullisme, ses prétentions cyniques de faire partager à toute la nation, présentée comme un tout homogène, les bienfaits de sa "grandeur retrouvée" et les "fruits de l'expansion", le prolétariat supporte de plus en plus le poids écrasant de la course effrénée à la "modernisation" qu'impose inéluctablement l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial. L'augmentation de la productivité, les communs triomphes sur l'augmentation de nos exportations, l'ouvrier sait bien qu'il les paie de sa sueur. La "planification", la "politique des revenus", il sait qu'elles signifient seulement pour lui un renforcement draconien de la discipline sociale, une exigence accrue de produire plus, mieux, plus vite, et que l'Etat se donne les moyens de faire respecter, par tous les moyens, cette discipline. Ainsi soutenu, talonné par les contraintes de la concurrence, le patronat oppose toujours plus à ses revendications un front compact et décidé : le lock-out est devenu arme courante. Par ailleurs, des régions et des branches productives entières périssent et le spectre de la "reconversion" grandit en se généralisant : la statistique officielle dénombre déjà 370.000 chômeurs en France.

Comme l'annoncent précisément les pouvoirs spéciaux, l'avenir est encore plus sombre. Ils seront en effet utilisés pour prendre les mesures rendues nécessaires par la pleine application du marché commun en juillet 1967, c'est-à-dire par un renforcement de la concurrence internationale que les résultats de la négociation Kennedy accentueront encore. Malgré la dislocation gouvernementale, il n'est

pas d'effort de comprendre qu'il ne peut s'agir que de renforcer la course à la productivité, c'est-à-dire d'obtenir une exploitation accrue de la force de travail. Le gouvernement prétend, d'autre part, améliorer le sort des travailleurs privés d'emploi ; c'est déjà reconnaître que le chômage doit devenir un problème permanent, dont on s'efforcera tout au plus de limiter les effets individuels en les répartissant sur la masse, peut-être en réduisant les garanties apportées par la Sécurité Sociale. Enfin, après le bâton la carotte, le gouvernement entend "intéresser" les ouvriers aux profits de leur entreprise et compte sur l'appui plus ou moins direct des syndicats dans cette manœuvre destinée, au prix de quelques augmentations, à enchaîner plus étroitement l'ouvrier à l'entreprise en le faisant participer... à l'investissement !!

Le bilan du "gaullisme" est donc clair et c'est dans leur chair que les ouvriers l'ont appris. Il explique suffisamment les luttes grévistes tenaces menées récemment et la participation massive à la grève et aux manifestations du 17 mai.

Mais, fidèles à eux-mêmes, les dirigeants syndicaux ont réduit les grévistes, poussés d'instinct à une lutte anti-capitaliste, à une force d'appoint pour l'opposition parlementaire. S'ils ont apparemment troublé l'ordre (pendant 24 heures !), c'est pour mieux le sauvegarder demain : voilà le sens politique de la grève du 17 mai.

Ce fut une grève "civique", ont-ils dit, une grève pour la défense des droits du citoyen, des droits du Parlement. Nous disons, nous, que pour cette rai-

(Suite en page 2)

Saint-Nazaire :

Un mouvement magnifique, une nouvelle défaite ouvrière

Les revendications du mouvement, un gréviste le exprimait ainsi avec vigueur le 20 avril : « Nous réclamons le rattrapage de 16 % sur les salaires de la région parisienne et aussi la sécurité de l'emploi. Actuellement, la direction propose 3,35 % sur les 16 demandés. Bien sûr, elle annonce 7,35 %, mais en comprenant les 4 % acquis tous les ans dans le cadre du V^e plan. Ça ne fait pas le compte ».

Le 3 mai, la grève se terminait sur un accord : les syndicats acceptaient les 7,35 % d'augmentation globale pour l'année 1967 que proposait le patronat.

La presse "communiste" officielle commentait ainsi : « On pourrait penser à première vue que la grève n'a pas abouti à grand-chose. En fait la situation n'est pas aussi tranchée... Pour les synd. cats, il importait de savoir si des discussions pourraient s'ouvrir et se poursuivre... La forme à présent retenue est que l'action se poursuive au sein de l'entreprise sous des formes diverses... chez les travailleurs la combativité est intacte ».

Pour nous qui combattons la tactique scélérate du syndicalisme de collaboration de classe, la chose est au contraire parfaitement tranchée : 63 jours de grève se traduisent par l'acceptation pure et simple du chiffre d'augmentation proposé par le patronat et jugé précédemment inacceptable par les ouvriers. Quant à la combativité de ces derniers, nous ne savons pas si elle est "intacte", mais nous sommes convaincus que cette tactique est la meilleure pour la détruire totalement : St-Nazaire n'a pas "capitulé", mais une fois de plus une grande grève a été trahie et perdue.

Cette grève eut pour origine les revendications des "mensuels" de la métallurgie locale. Cette catégorie couvre un éventail très large de professions : employés, chefs d'atelier, personnel des bureaux d'études, etc... Jusqu'à ces dernières années, les mensuels constituaient un secteur salarié considéré comme relativement favorisé (effectivement ils n'avaient pas fait de grève depuis 1951), mais depuis ils ont vu tout à la fois décroître leur rémunération par rapport à leurs homologues de la région parisienne et se dégrader leurs rôles et prérogatives dans le travail. D'où le mouvement qu'ils déclenchèrent le 10 février dernier. Leur grève entraîna l'immobilisation des "horaires" ; le patronat, mettant ce fait à profit, tenta de dresser les deux catégories l'une contre l'autre. Il échoua et "mensuels" et "horaires" se retrouvèrent

côte à côte dans la grève. Le patronat déclencha alors le lock-out, ce qui n'eut pour effet que d'élargir le mécontentement et mobiliser toute la population active de la ville.

On ne peut contester que le mouvement ainsi déclenché prit rapidement des proportions considérables. Sa puissance, son ampleur, la résolution dont firent preuve les grévistes et leurs familles, nous changent considérablement des grèves au "compte-goutte" qui sont depuis une bonne dizaine d'années l'aliment quotidien de la "chronique sociale".

Il aboutit pourtant à une défaite. Non seulement parce que les revendications posées ne furent pas satisfaites pour l'essentiel, mais encore parce qu'un déploiement considérable d'énergie et de volonté de lutte a été dépensé sans

(Suite en page 2)

A propos du message de Che Guevara

Le seul mouvement social actuel dont les chefs déclarent avoir pour but la destruction du capitalisme mondial par la violence, but qui était celui des bolcheviks et de la III^e Internationale à ses débuts, c'est le mouvement sud-américain. Ainsi, dans une lettre publiée en avril par la Tricontinentale à La Havane, Che Guevara écrit : « En définitive, il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, étape suprême du capitalisme, et qu'il faut le battre dans un grand affrontement mondial. Le but stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme ».

C'est à cause du radicalisme des termes utilisés que cet écrit nous intéresse, mais pour comprendre les raisons de ce radicalisme et en estimer la portée véritable, nous devons d'abord le situer dans son contexte qui est celui de la dénonciation du "défaîtisme" des partis communistes latino-américains (soutenus par Moscou et qui estiment que la situation n'est pas mûre chez eux pour la lutte armée) et de la "culpabilité" de « ceux (lisons Russes et Chinois) qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste... et qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe... ». C'est la passivité des Russes et des Chinois devant l'écrasement du Vietnam qui inquiète le plus Guevara : « Il y a une pénible réalité : le Vietnam, cette nation qui incarne les aspirations, les espérances de victoire

Le seul facteur sur lequel Guevara ne se fait aucune illusion c'est l'appui de l'"opinion publique mondiale". Il estime à sa juste valeur l'action des classes moyennes "éprises de paix" (sociale autant qu'internationale) et pleines de "bonne volonté". Il écrit : « La solidarité du monde progressiste avec le peuple vietnamien ressemble à l'amère ironie que signifiait, pour les gladiateurs du cirque romain, l'encouragement de la plé-

be ». Ecoutez donc, messieurs les collecteurs de milliards, rassembleurs de comités, membres de tribunaux philosophiques et autres organisateurs d'Etats généraux périodiques : « Il ne s'agit pas de souhaiter le succès de la victime de l'agression, mais de partager son sort, de l'accompagner dans la mort ou la victoire ». Le fait est intéressant à signaler, puisque récemment encore le général Giap reconnaissait dans cette opinion

de tout un monde oublié, le Vietnam est tragiquement seul. Sa solitude nous plonge dans l'angoisse ». Guevara pense à Cuba, demain.

C'est cette angoisse, accrue par l'expérience propre qu'il a, comme sud-américain, de la force et du caractère impitoyable du maître yankee, qui explique le radicalisme du langage. A son origine, il y a la conscience aiguë de l'isolement et de la faiblesse des "dépossédés" en face du ploutocrate corrompu et bardé de fer.

Qu'on nous comprenne bien. Ce n'est pas la peur qui fait lancer à Guevara un appel aussi tragique, et nous éprouvons le plus grand respect pour ces combattants décidés qui ont su ne pas refuser l'épreuve : « On nous a accusés à cette lutte ; il ne nous reste pas d'autre ressource que de la préparer et de nous décider à l'entreprendre... ». Mais une chose est de saluer l'héroïsme d'hommes engagés dans un combat quasi-désespéré, une autre est d'accepter comme valable une ligne politique qu'ils croient adopter en toute clarté, mais qui n'est que la dernière expression de la confusion épouvantable dans laquelle la décomposition totale de la III^e Internationale et l'involution achevée du mouvement prolétarien mondial ont plongé l'ensemble de l'humanité contemporaine, pour le plus grand dommage des peuples de couleur et, en général, des pays dépendants et arriérés.

progressiste une force non négligeable (voir Le Prolétaire, n° 39 janvier 67).

Mais la lucidité du guérillero américain lui fait défaut dès qu'il aborde le rôle de l'U.R.S.S. et de la Chine. Comment expliquer le fait que le Vietnam soit si "tragiquement seul" en face du "système mondial de l'impérialisme" (système qui se traduit concrètement par la solidarité de toutes les puissances du monde libre avec les Etats-

Unis), sinon par cet autre fait qui est l'application scrupuleuse par l'U.R.S.S. et la Chine de la "théorie" de la coexistence pacifique, théorie envers laquelle Guevara n'émet pas une seule critique. Comment en effet des partis qui se réclament du marxisme peuvent-ils prétendre qu'un pouvoir prolétarien, socialiste, ayant donc pour but la victoire mondiale du communisme, parvient à imposer

(Suite en page 3)

PERMANENCES A MARSEILLE

Le mardi 6 juin et le mardi 20 juin, de 17 h. 30 à 20 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne d'Orves.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

Apprenant un beau matin que le "fascisme" avait pris sans coup férir la citadelle de la démocratie antique, nos démocrates se sont beaucoup émus. Pendant quelques jours, de bonnes paroles ont coulé à flots et des pétitions ont circulé. Puis, la conscience en règle, les démocrates sont repartis à la poursuite de l'"unité". Leur émotion était sans doute due à l'affinité qu'ils ressentent pour la petite-bourgeoisie grecque ; en tout cas, on retrouve, ici et là, la même inconséquence entre les clameurs et les actes. Il ne faut donc point s'étonner si dans la manifestation de leur compassion larmoyante envers le peuple grec, ils ne mentionnent pas le prolétariat grec. Pourtant, si ce sont les politiciens de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui ont été arrêtés, si ce sont ceux de l'aile radicale de cette dernière qui sont torturés, c'est uniquement dans ce but : rappeler que dans la société grecque l'exploitation du prolétariat est le monopole du capital international et terroriser ce prolétariat. Sinon, quel serait le sens de la suppression des syndicats et de l'abolition du droit de grève décrétées immédiatement ?

La plus-value extorquée aux prolétaires grecs, en Grèce même ou en Allemagne où ils sont amenés comme du bétail, appartient au capital international. Le grand capitalisme ne s'est pas développé en Grèce : le grand capital vient de l'étranger. Ou bien il s'agit d'investissements directs de gros trusts internationaux, ou bien de capitaux acquis à l'étranger par des Grecs, les armateurs par exemple, et dont seule une faible partie est investie en Grèce même. Mais si le capital international fait au pays la "faveur" de l'exploiter, il exige en retour le meilleur profit. Il lui faut donc une administration fidèle, une armée et une police à ses ordres. La personnification de cet Etat au service du capital international, c'est le roi. Catapulté de l'étranger, étranger lui-même, s'appuyant sur l'étranger, son administration et son armée sont entretenues sur les maigres ressources du pays. Comment trouver meilleur chien de garde ?

Récoltant les miettes, une bourgeoisie moyenne végète. Son noyau est formé de petits capitalistes liés au maigre marché intérieur. Incapable d'affronter la concurrence sur les marchés extérieurs, elle est encore menacée sur place dès que son propre marché prend une certaine extension. Pour elle, tout investissement qui tenterait de faire face aux concurrents étrangers prend, compte tenu des conditions intérieures, l'allure d'une aventure incertaine comparée à la sécurité qu'offre le placement de son argent en Suisse.

Derrière cette "élite" nationale, le feu couve : une petite bourgeoisie nombreuse, com-

La Grèce, le fascisme et la démocratie

posée d'artisans, de petits commerçants, de fonctionnaires et d'employés. La parcimonie des investissements au côté même la possibilité de se prolétarianiser : la seule issue est souvent dans l'émigration. Vient ensuite la paysannerie, encore nombreuse mais en déclin, et en majorité très pauvre. Très remuante aussi, elle a fait les frais de la guerre d'indépendance (1821), puis des multiples aventures guerrières du pays. Elle se retrouve à chaque fois pour masser, fonder, alimenter aussi les contingents d'émigrants ; jusqu'à récemment, ces émigrants passaient à la petite-bourgeoisie ; depuis les années 60, et c'est là un caractère commun à beaucoup de pays du pourtour méditerranéen, grands pourvoyeurs d'esclaves salariés pour l'Europe prospère, l'émigration, devenue massive, a changé de caractère : elle transforme l'émigré paysan en prolétaire.

L'importance de l'émigration ne réside pas seulement dans le fait que les mouvements de population qu'elle entraîne peuvent changer les rapports numériques entre les classes ; elle joue le rôle de "soupape" sociale en diminuant les tensions à l'intérieur du pays, tandis que les envois d'argent des émigrés jouent leur rôle dans l'entretien de la classe paysanne et de la petite-bourgeoisie urbaine, sans toutefois apporter de véritable solution à leur situation.

Enfin, le prolétariat, surexploité par le capital international dans le pays ou "exporté" vers les pays industriels. Son importance numérique, longtemps stagnante, s'est récemment accrue. En effet, les investissements étrangers se sont orientés partiellement vers l'industrie lourde et la grande industrie, déterminant la formation d'un prolétariat autrement structuré, tandis que l'émigration s'accroît en prenant le caractère d'une prolétarianisation. Nous avons dit que l'émigration joue le rôle de soupape de sécurité, mais il faut observer ici à quel point les problèmes sociaux sont devenus internationaux et quel contre-coup ressentent les pays sous-développés lorsque la machine productive des pays industrialisés a des ratés. Les prolétaires grecs d'occident, comme tous les prolétaires émigrés, supportent les premiers les caprices de la conjoncture internationale. Qu'une récession se profile à l'horizon et les voilà qui refluent en Grèce par milliers, ajoutant un élément supplémentaire de tension. Une troisième cause, liée aux deux précédentes, a encore élargi le prolétariat : l'investissement étranger, aussi parcimonieux soit-il, l'apport d'argent des émigrés et les dépenses touristiques ont élargi quelque peu le marché intérieur. Le capital moyen intérieur y a trouvé

un certain oxygène et s'est lancé dans la construction. La combativité des ouvriers du bâtiment en fait foi.

Voilà donc les forces sociales en présence. Dans son histoire moderne, la Grèce a été presque exclusivement dominée par la puissance régissant la Méditerranée. Jusqu'à la guerre de 39-45, c'était évidemment l'Angleterre : les investissements dominants étaient britanniques, le roi et son administration à la solde des Anglais. Aussi le "fascisme" hellénique s'allia-t-il à la très démocratique Angleterre. L'occupation du pays par les forces de l'Axe au cours de la guerre rencontra une très vive résistance. Face à l'administration "collaborationniste", elle prit, malgré son fond patriotique, un caractère social.

Organisée par les stalinien, elle regroupa la majorité du peuple : ouvriers, paysans, petits et moyens bourgeois y étaient mêlés. En fait, à travers le parti stalinien, c'était la petite-bourgeoisie qui dirigeait le mouvement : la seule victoire qu'elle cherchait était l'élimination de l'emprise étrangère sur le pays dans l'espoir d'obtenir ainsi un développement national ; la similitude est donc grande avec le mouvement tchiste en Yougoslavie. L'Angleterre s'opposait farouchement à une telle perspective et exigeait des Alliés qu'ils effectuent en Grèce le débarquement projeté ; s'ils n'obtinrent pas gain de cause alors (le débarquement se fit en Italie), ils revinrent à la charge à la fin de la guerre : après d'abjectes tractations entre grandes puissances, la Grèce était cédée à l'Angleterre (printemps 1944), l'U.R.S.S. abandonnant à son sort la résistance grecque. Après un sanglant barouf d'honneur, le parti stalinien trahissait non seulement les espoirs du prolétariat, ce qu'il aurait fait de toute façon, mais aussi ceux de la petite paysannerie, ce qui explique le peu de crédit qu'il a eu par la suite.

Toutefois, les Anglais furent impuissants à rétablir l'ordre à eux seuls et durent passer la main aux Américains dès les années 1946-47.

Une opposition brisée, les stalinien discrédités et exilés, le roi rétabli dans ses prérogatives et son rôle de chien de garde des intérêts étrangers (américains cette fois), les représentants du capital étranger purent s'en donner à cœur joie. Ils instituèrent une constitution dont la lettre était fort démocratique, mais dont le fonctionnement était juste assez pour ne pas mettre en cause leur emprise, le tout coiffé pour plus de sécurité par l'ambassade des Etats-Unis.

L'évolution économique récente rendait

cet état de choses de plus en plus insupportable, car elle n'apportait aucune solution aux problèmes des classes vivants en Grèce. Nous avons vu comment la petite et moyenne bourgeoisie avaient retrouvé un second souffle grâce à un certain élargissement du marché intérieur et comment le prolétariat avait accru son agressivité. Sous cette pression, un recul provisoire des intérêts étrangers s'était manifesté en 1964 sur le plan politique par l'acceptation du résultat des élections. Même la reprise en main, un an plus tard à peine, restait insuffisante. Toute l'opposition se cristallisait contre le roi et les tendances neutralistes de la petite-bourgeoisie s'affirmaient. Même attaché au charbon-bourgeois, le prolétariat manifestait sa présence par une flambée de grèves ; son appui étant indispensable aux classes moyennes, celles-ci n'osaient pas, pour l'instant, le décourager. D'où la démagogie de l'appel à la "révolution" d'un Papandréou. Par ailleurs, la récession en Europe avait accru la pression et la combativité de la classe ouvrière, renforcée par le retour d'ouvriers émigrés. L'agitation menaçait de déborder le cadre électoral ; le parlement lui-même devenait gênant. Toute menace de nationalisation des grands trusts étrangers, tout "neutralisme" mettant en cause la fidélité du bastion des Etats-Unis en Méditerranée orientale étaient intolérables. L'Etat bourgeois fit donner sa force fondamentale, l'armée, pour se débarrasser de cet "amortisseur" des tensions sociales qui ne parvenait plus à jouer son rôle de conservation, le parlement. Une nuit suffit.

Le danger est grand que le prolétariat grec, dans de telles conditions, mette son héroïsme au service de la cause "patriotique" et "démocratique" de la petite et moyenne bourgeoisie. Ses intérêts y seront trahis une nouvelle fois. Plus que jamais, à l'heure de la concentration impérialiste, de même que l'issue de toute lutte nationale dépend des rapports de force internationaux, la lutte pour la démocratie a perdu tout contenu historique. Seule lui reste sa fonction de conservation sociale, sa faculté de détourner dans une voie sans issue la lutte sociale engendrée par les contradictions capitalistes de plus en plus profondes. Le prolétariat n'a pas à se battre pour une forme de l'Etat bourgeois plutôt qu'une autre, car le contenu de cet Etat reste le même.

Puisse les événements actuels donner au prolétariat grec la force de saisir cet enseignement fondamental de toute l'histoire sociale de ces quarante dernières années et d'en tirer les conséquences en s'organisant d'une façon autonome et contre l'Etat dictatorial et contre les objectifs "démocratiques" de la petite-bourgeoisie et de l'opportunisme ouvrier mondial.

Un mouvement magnifique

(Suite de la première page)

aboutir à autre chose, finalement, qu'au renforcement d'une politique syndicale dont l'effet le plus clair, en tout lieu et en toute occasion, est d'épuiser le potentiel de combativité ouvrière accumulé par des années de mécontentement.

Les trois centrales syndicales ont conduit la grève à leur manière habituelle. La grève ne fut pas dirigée en vue d'un objectif revendicatif déterminé, mais pour imposer le principe de la négociation. Elle fut définie, non pas comme la manifestation d'une volonté légitime et inébranlable de catégories appartenant à la classe exploitée, mais comme l'expression d'une "situation" particulière à laquelle il fallait le plus rapidement possible trouver une solution conforme à l'"intérêt général". « L'avenir de la région — dit un texte du 24 avril émanant des trois syndicats — ne peut s'appuyer sur une politique de bas salaires. Cet avenir dépend essentiellement du maintien à St-Nazaire d'une main-d'œuvre qualifiée qui doit être payée aussi bien ici qu'ailleurs. Le conflit des mensuels ne peut être réglé que par de véritables négociations ». En clair cela signifie qu'on doit donner satisfaction aux gégéistes non parce qu'ils ont besoin de vivre, mais parce que cela est de l'intérêt de ceux qui vivent d'eux, depuis les industriels qui ont besoin de compétences et de qualifications pour se défendre dans la concurrence, jusqu'aux boutiquiers qui ont également besoin de salaires bien rétribués pour leur vendre leur pacotille coûteuse.

Ainsi, pour une fois qu'une catégorie, jusqu'ici proche du patronat, se trouve, par atteinte à ses prérogatives professionnelles, propulsée dans une action générale, pour une fois que l'intérêt de catégorie s'efface, de par la dynamique du mouvement, devant le caractère de classe de ce mouvement, l'appareil syndical s'empresse, par ses déclarations serviles, de ramener celui-ci à ses dimensions originelles. Rarement, en France, telle attitude a aussi nettement contrasté avec la tendance naturelle de la grève à un élargissement. La foule com-

pacte des jeunes ouvrières et les épouses résolues des ouvriers lock-outés, défilaient sous le signe de la revendication d'une "vie meilleure" ; ce qui est l'aspiration la plus élémentaire, mais la plus puissante de la révolte des classes exploitées. Mais en tête du même cortège, les "officiels" de toute teinte politique, socialistes et "communistes", bonzes syndicaux et autorisés municipales, se groupaient sous la bannière "négociations" ! Tel est le dramatique symbole du "malentendu" qui domine les conflits sociaux actuels. La base ouvrière veut l'action pour des résultats tangibles, matériels, pour un soulagement réel de ses conditions de vie et de travail. Le "sujet" politique et syndical recherche les paroles, les "tables rondes" et les compromis qui permettent, d'une part de se vanter auprès des ouvriers d'avoir « bien travaillé pour eux », de l'autre de rassurer patronat, gouvernement, Etat, quant à la "bonne volonté" et au "civisme" des représentants autorisés du prolétariat !

Au reste les manifestations de St-Nazaire ont été habilement maintenues dans le schéma traditionnel du syndicalisme de collaboration de classe : injonction "au calme et à la raison", cloisonnement, aussi longtemps que cela a été possible, des catégories en lutte, délégations cérémonieuses auprès des autorités de l'Etat, et, pour terminer le chef-d'œuvre des négociations à Paris, achevées sur le beau résultat que nous sait. La ne se limite pas le sabotage de la révolte prolétarienne : chacune de ses épreuves s'achève sur un renforcement du dispositif d'arbitrage qui constitue aujourd'hui la meilleure arme du patronat et de l'Etat capitaliste contre les agitations à venir. St-Nazaire n'a pas manqué à la tradition : l'accord passé prévoit « la création d'une commission paritaire technique » chargée de régler les questions en suspens. Quant au moral des ouvriers, des lock-outés notamment, dont les journées perdues n'ont pas été compensées, on le devine sans peine et sans qu'il soit nécessaire d'aller enquêter sur place ; le trou dans le budget familial devra être

comblé par une recrudescence d'heures supplémentaires : quelques anneaux de plus à la chaîne d'esclavage du travail salarié. Les Chantiers de l'Atlantique, d'ailleurs, ont déjà averti que l'horloge passerait à près de 50 heures par semaine jusqu'aux congés.

Dans les récentes grèves, il apparaît que les secteurs les plus actifs étaient ceux qu'affectait le processus de concentration et de modernisation qui voue à l'aphronie des régions et des branches productrices déterminées. Comme ces secteurs et régions correspondent souvent à des milieux animés d'une vivace tradition de lutte prolétarienne, il semblait que l'agitation sociale n'était vive que dans les régions privées d'avenir économique, tandis que les domaines en expansion, où la lutte ouvrière peut avoir une portée plus décisive, se caractérisaient par un "calme plat social".

Le comportement des mensuels de St-Nazaire infirme, au moins en partie, ce jugement un peu simpliste. Leur mécontentement était la conséquence directe d'une dégradation de leur force de travail sous l'effet de la modernisation des Chantiers de l'Atlantique en fonction d'un facteur technique actuel, donc, d'un facteur d'avenir. La répercussion et l'extension de ce mouvement était, par contre, indiscutablement due à la tradition de combat du prolétariat de St-Nazaire. Il s'est en quelque sorte opéré, au cours de cette grève, comme une synthèse de la tradition historique et des formes d'avenir du contrat social fondamental : un cas qui autorise à dire que le secret de la reprise prolétarienne de demain n'est pas simplement fourni par les données de la géographie économique et par ses répercussions sur les divers niveaux de concentration prolétarienne. Il réside avant tout dans la faculté du prolétariat révolutionnaire de coordonner en une même lutte les conflits qui surgissent dans les lieux et les conditions les plus divers. L'absence présente de cette faculté amène à conclure qu'un problème domine tous les autres : celui de la reconstruction de l'organisation politique de classe.

Défense du Prolétariat

(Suite de la première page)

son précisément ce fut une trahison des intérêts de classe du prolétariat, une manœuvre pour donner une assise sociale au conglomérat de l'opposition parlementaire qui pose sa candidature dès maintenant à la direction des affaires pour le moment où le gaullisme aura épuisé ses possibilités.

Toute l'escroquerie politique réside en ceci qu'on attribue à la seule volonté de de Gaulle et des siens, les conséquences d'une politique imposée par le capital, en suggérant cette "solution" mensongère : la fin du "pouvoir personnel" et la restauration du parlement. Mais alors, comment expliquer que les mêmes phénomènes sociaux se produisent simultanément en Angleterre et en Allemagne ? Comment expliquer que le socialiste et démocrate Wilson applique la "politique des revenus" gaulliste, comment expliquer que les socialistes allemands entrent au gouvernement pour faire face aux mêmes problèmes ?

Que vient faire la défense du parlement dans cette affaire ? Au même titre que le gouvernement, l'administration, la police ou l'armée, il est un organe de l'Etat bourgeois. Mais à l'heure de la concentration monopoliste et de ses conséquences totalitaires sur la vie politique, ses bavardages ont perdu toute importance. Le parlement est un fantôme, voilà le point d'aboutissement naturel de la vie politique bourgeoise, mais c'est encore un fantôme commode dans la mesure où l'opportunisme ouvrier réussit à fasciner les masses par ses vaines tentatives de le ressusciter.

Une guerre mondiale impérialiste a déjà été combattue sous le drapeau mensonger de la démocratie. Les dirigeants opportunistes ont amené sous ce prétexte les masses ouvrières au massacre. A la "libération", ils

ont eu leur parlement sacré : ils ont même participé au gouvernement, Thorez en tête. Qu'y ont-ils fait ? Une politique à la Wilson, une politique d'union nationale, une politique gaulliste. Travaillez, vous revendiquez ensuite, disaient-ils ; pliez-vous à la discipline de la politique des revenus, dit de Gaulle aujourd'hui, vous aurez droit aux "fruits de l'expansion" !

Les opportunistes pleurent aujourd'hui sur les conséquences de leur politique : de Gaulle était leur allié patriotique, le président du Conseil des ministres "communistes", comme la libre Amérique était l'alliée de choix de la coalition anti-fasciste avant de devenir le massacreur du Vietnam. Mais la libre Amérique impérialiste et le bourgeois de Gaulle continuent aujourd'hui leur politique d'hier, la politique de leur maître, le capital. Les "communistes", les bons syndicaux, eux, veulent recommencer depuis le début le cycle qui a abouti à la situation actuelle.

Lors de la crise que prépare inéluctablement l'orgie de l'expansion, la course aux marchés à l'enseigne de la "coexistence pacifique", ils joueront à nouveau leur rôle de valets de l'ordre en essayant d'entraîner les masses vers des revendications démocratiques qui les désarmeront à nouveau.

L'ennemi véritable du prolétariat, c'est le capital et son Etat. Il doit confondre, dans une même haine, tous ses serviteurs "fascistes" ou "démocrates".

Un seul mot d'ordre : A bas le Capital ! A bas son Etat et son Parlement ! Vive la dictature du prolétariat !

Le manque de place nous oblige à renvoyer un article sur "Stalinisme et Trotskysme", ainsi que la souscription permanente, au prochain numéro.

L'année 1917

« La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune, a écrit Marx. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par tout son développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. » (K. Marx : "La guerre civile en France").

A cinquante ans de la révolution d'Octobre et face au bilan historique des longues luttes de classe qu'elle a déclinées à travers le monde, cette observation de Marx reste aussi valable qu'au lendemain de la Commune ; et l'on peut dire, comme il l'a fait pour la Commune, que « la plus grande mesure sociale » de la révolution d'Octobre, « ce fut sa propre existence et son action ».

Ce jugement sûr et modeste des perspectives d'Octobre, les bolchéviks l'ont toujours opposé à l'incorrigible bavardage de leurs ennemis. Avec Lénine, ils ont combattu ceux qui, prétextant l'impossibilité d'introduire immédiatement le communisme en Russie, refusaient au prolétariat toute initiative indépendante susceptible de lui ouvrir le chemin du pouvoir. Avec Trotsky, ils ont combattu la théorie du "socialisme dans un seul pays" qui faisait espérer des "miracles" de l'œuvre sociale de la révolution russe. Cette double bataille contre les menchéviks, puis contre Staline, restera à jamais liée à la conception unitaire que les marxistes se font de la révolution prolétarienne ; et c'est sur cette ligne historique que demeureront réunis les deux noms de Lénine et de Trotsky que la contre-révolution a voulu séparer.

Quel était donc le programme de la révolution d'Octobre ? Miracles ? Utopies "communistes" ? Ou programme de luttes amorçant le processus historique mondial qui, selon les paroles de Marx, permettra seul de « libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société » ? Malgré les textes et les luttes sans équivoque des générations passées, les plus grands enseignements de l'histoire sont les plus durs à défendre, non pas contre "l'usure du temps", mais contre l'idéologie des sociétés de classes. Ceci est encore plus vrai pour le programme de la révolution d'Octobre que pour la Commune de Paris.

Tout en renvoyant le lecteur au texte fondamental des "Thèses d'Avril" que nous présenterons dans le N° 9 de "Programme Communiste", nous abordons ici cette question sous un angle plus limité et à l'aide d'un texte moins connu de Lénine. Il s'agit d'un article du 4 mai/21 avril 1917 intitulé **Une question capitale. (Comment raisonnent les socialistes passés à la bourgeoisie)**. Lénine y explique dans une polémique contre Plékhanov la signification des mesures sociales et économiques que les bolchéviks pourront prendre et prendront effectivement après la conquête du pouvoir. On sait que les menchéviks faisaient du caractère de ces mesures la clé de la situation politique russe. Si les conditions objectives ne permettaient pas d'"introduire le socialisme" en Russie, c'était folie, pensaient-ils, de s'orienter vers la conquête du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Ainsi, dans sa "Lettre du 1^{er} mai 1917", Plékhanov s'en prenait à « ceux qui appellent la masse laborieuse de Russie à s'emparer du pouvoir politique, ce qui ne pourrait avoir un sens que si les conditions objectives nécessaires à la révolution sociale se trouvaient réunies ». Lénine répond à cela qu'il n'est nullement question de "construire", ni d'"introduire" le socialisme en Russie, et dans une puissante synthèse du programme de la révolution d'Octobre, il frappe par-delà Plékhanov la conception qui deviendra plus tard celle de Staline.

« Quelles sont les classes qui forment la masse laborieuse de Russie, demande-t-il ? Chacun sait que cette masse est formée d'ouvriers et de paysans. Lesquels sont en majorité ? Les paysans. Que sont ces paysans de par leur situation de classe ? De petits ou de tout-petits propriétaires. La question se pose : si tous les petits propriétaires for-

ment la majorité de la population et si les conditions objectives du socialisme ne sont pas réunies, comment la majorité de la population peut-elle se prononcer pour le socialisme ? ! Qui peut parler et qui parle d'introduire le socialisme contre la volonté de la majorité ? ! »

Permettons-nous ici un petit commentaire. Le stalinisme nous promet aujourd'hui d'introduire tout doucement le socialisme dans les différents pays par la magie électroale d'une majorité "populaire" ne comprenant pas seulement des paysans petits propriétaires, mais même de bons bourgeois non monopolistes. Ce n'est évidemment pas à cette majorité parlementaire que fait allusion Lénine, et ce n'est pas elle qu'il recherche. La "volonté de la majorité" qui s'oppose en Russie au socialisme est une force sociale qu'aucune campagne électorale ni qu'aucune mesure "collectiviste" ne saura transfigurer. C'est la force sociale du Capital qui sort de tous les pores de la société russe. Lénine ne l'oublie pas : il n'est pas question avec cette masse de petits propriétaires de "construire le socialisme".

Est-ce à dire que le prolétariat doit renoncer à la lutte ? Et Lénine explique maintenant ce que ni Plékhanov, ni Staline n'ont jamais compris. Il pose le problème du socialisme, non sur le terrain des "conditions objectives" et des "réformes sociales" immédiatement applicables dans un pays donné, mais sur un terrain de classe et de lutte de classe d'où sont balayées toutes les illusions d'un "socialisme national".

« La majorité des paysans de Russie peut-elle exiger et instituer la nationalisation du sol ? Oui, sans nul doute. Serait-ce là une révolution socialiste ? Non, ce ne serait encore qu'une révolution

bourgeoise, car la nationalisation du sol est une mesure compatible avec le capitalisme. Mais ce serait, en même temps, un coup porté à la propriété privée d'un moyen de production très important. Un coup qui renforcerait les prolétaires et les semi-prolétaires infiniment plus que ne l'avaient fait les révolutions des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles ».

Est-il besoin de souligner que la nationalisation des terres, qui n'est pas encore du socialisme, en est cependant beaucoup plus proche que la forme privée kolchosienne dans laquelle Staline croyait avoir trouvé la recette du socialisme russe ? Est-il besoin de dire que les bolchéviks ne se faisaient aucune illusion sur le renforcement qu'apportait temporairement aux prolétaires en Russie une mesure de nationalisation du sol ? Mais poursuivons :

« La majorité des paysans de Russie peut-elle se prononcer pour la fusion de toutes les banques en une seule ? Pour qu'il y ait dans chaque village la succursale d'une banque d'Etat unique ?

« Oui, car les avantages et les commodités qui en résultent pour le peuple sont indéfinissables. Les "jusqu'aboutistes" eux-mêmes peuvent préconiser cette mesure, car elle élèverait très sensiblement la capacité de "défense" de la Russie.

« Cette fusion de toutes les banques en une seule est-elle économiquement réalisable tout de suite ? Sans aucun doute.

« Serait-ce une mesure socialiste ? Non, ce ne serait pas encore du socialisme ».

Lénine s'acharne à montrer que toutes les mesures économiques rendues possibles en Russie, que les bolchéviks prendront effectivement, et au-delà desquelles Staline n'ira jamais, n'ont rien à voir avec le socialisme. Elles pourraient même être le fait d'un gouvernement bourgeois de défense nationale ! Il

en va de même pour la nationalisation des grands trusts :

« La majorité des paysans de Russie peut-elle se prononcer pour le passage du syndicat des raffineurs à l'Etat, sous le contrôle des ouvriers et des paysans, et pour une diminution du prix du sucre ?

« Elle le peut parfaitement, car la majorité du peuple y trouverait son avantage.

« Est-ce une chose économiquement réalisable ? Oui, parfaitement réalisable, car le syndicat des raffineurs n'est pas seulement devenu en fait, au point de vue économique, un organisme unique de production à l'échelle du pays tout entier, mais il se trouvait déjà sous le contrôle de l'Etat (c'est-à-dire de fonctionnaires au service des capitalistes), dès l'époque du tsarisme.

« Le passage du syndicat aux mains d'un Etat démocratique bourgeois-paysan, serait-il une mesure socialiste ?

« Non, ce ne serait pas encore du socialisme. M. Plékhanov s'en convaincrait facilement s'il se souvenait de vérités archiconnues du marxisme ».

M. Plékhanov, mais aussi M. Staline et tous leurs sous-produits nationaux qui appellent "socialisme" un code de recettes économiques auquel le développement du Capital avait jadis donné le nom plus prosaïque de réformisme et qui aujourd'hui s'identifie pleinement avec le programme de la concentration et des monopoles impérialistes.

Si les bolchéviks n'attendaient pas avec la prise du pouvoir une prétendue "construction du socialisme" en Russie, que pouvaient-ils espérer de l'exercice du pouvoir d'Etat dans des "conditions objectives" aussi défavorables ? Quelles perspectives leur ouvraient les "mesures sociales", mais non socialistes, que la dictature prolétarienne

pourrait immédiatement assumer ? Là encore Lénine ne laisse pas subsister le moindre doute :

« Ces mesures ne manqueraient pas de renforcer l'importance, le rôle, l'influence qu'exercent plus spécialement les ouvriers de villes, avant-garde des prolétaires et des semi-prolétaires de la ville et de la campagne, sur l'ensemble de la population.

« Après ces mesures, la marche vers le socialisme deviendrait parfaitement possible en Russie ; et si nos ouvriers étaient soutenus par les ouvriers plus développés et mieux préparés d'Europe occidentale, après que ceux-ci aient rompu avec les Lékhanov de chez eux, le passage effectif de la Russie au socialisme serait inévitable, et son succès assuré.

« Ainsi doit raisonner tout marxiste et tout socialiste qui ne s'est pas rangé aux côtés de "sa" bourgeoisie nationale ».

Le programme d'Octobre est aux antipodes du bavardage réformiste qui se fait passer pour du "socialisme" et renvoie à plus tard l'action directe du prolétariat pour instaurer son hégémonie. S'ils ne se sont jamais faits d'illusions sur le caractère des mesures économiques qu'ils pouvaient prendre en Russie, les bolchéviks les ont prises avec la conscience et la volonté de renforcer les positions de classe du prolétariat dans la révolution russe comme dans la révolution mondiale que la guerre impérialiste avait mise à l'ordre du jour de toutes les luttes sociales. Lénine ne dit pas que ces mesures permettront de "construire le socialisme" en Russie. Il ne dit même pas qu'après les avoir prises cette question puisse se poser : seulement la "marche vers le socialisme" deviendra "possible". Mais le "passage effectif" au socialisme, le "succès assuré" du socialisme, Lénine le rattache à la victoire et au soutien du prolétariat communiste d'Europe occidentale.

Tel fut le seul programme de la révolution d'Octobre. Programme modeste et grandiose des prolétaires du monde entier.

A propos du message de Che Guevara

(Suite de la 1^{re} page)

la coexistence à un mode de production qu'il se propose de détruire et dont le dynamisme économique incoercible implique, au XX^e siècle, la recherche ardente de matières premières, de débouchés pour ses marchandises et ses capitaux, et donc de bases militaires pour les protéger, sous peine d'un risque immédiat de subversion sociale radicale consécutive à son étouffement ?

Guevara explique la position de l'U.R.S.S. et de la Chine par la peur de la guerre. Certes, tous les dirigeants nationaux ont peur de la guerre, non pour eux-mêmes, mais pour la stabilité de leur pouvoir dont il y a fort à parier qu'il ne survivrait pas à la profonde désorganisation économique qu'entraînerait le désastre et aux bouleversements sociaux volcaniques qui s'ensuivraient nécessairement. Mais si l'U.R.S.S. ne choisit pas la guerre, c'est que ses intérêts d'Etat ne sont pas directement lésés dans le Sud-Est asiatique, ou soumis à une menace moins sérieuse que celle qui pèse sur l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient. Et si la Chine ne l'accepte pas encore, on sait qu'elle s'y prépare activement. L'U.R.S.S., parce qu'elle est devenue une puissance capitaliste pleinement développée, joue le jeu classique de la compétition pacifique, commerciale et financière, et la prudence de sa diplomatie n'est qu'une prudence bourgeoise. La Chine qui est encore loin de parvenir à ce stade brûle de sauter les étapes et essaie de gagner du temps en mobilisant à fond la jeune génération. Ce sont des puissances conservatrices et elles ne feront la guerre que lorsqu'elle leur sera imposée, qu'elles y seront "acculées", après s'être copieusement accusées mutuellement de trahir la cause. Che Guevara le sait, mais il garde l'espoir : « Mais l'ennemi est là, il frappe tous les jours et il nous menace avec de nouveaux coups et ces coups nous uniront aujourd'hui, demain ou après-demain ».

En attendant, Guevara en appelle à la création en Afrique et en Amérique d'autres Vietnams : « Comme nous pourrions contempler un avenir proche et lumineux si deux, trois, plusieurs Vietnams fleurissaient sur la surface du globe avec leur part de morts et d'im-

menses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, l'obligeant ainsi à disperser ses forces sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! » et il ajoute « Et qu'on développe un véritable internationalisme prolétarien : avec des armées prolétariennes internationales, où le drapeau sous lequel on lutte devient la cause sacrée de la rédemption de l'humanité, de telle sorte que mourir sous les enseignes du Vietnam, du Venezuela, du Guatemala, du Laos, de la Guinée, de la Colombie, de la Bolivie, du Brésil... soit également glorieux et désirable pour un Américain, un Asiatique, un Africain et même un Européen ».

On touche ici au comble de la confusion. Non seulement Guevara propose une stratégie qui suppose l'entée en action de forces nationales forcément dispersées (« Les groupes en armes pourront former des conseils de coordination pour rendre difficile la tâche répressive de l'impérialisme yankee ») au moment même où cet impérialisme repense sa propre stratégie (voir **Programme communiste**, n° 38, avril-juin 67), mais encore appelle-t-il les prolétaires des autres nations et en particulier de l'Europe à désertir leur propre front de lutte, celle qu'ils doivent mener contre leur propre bourgeoisie, chez eux, sous leur propre drapeau, le rouge, pour aller s'enrôler sous la bannière vénézuélienne ou guinéenne contre la vilaine grande brute américaine. Curieux internationalisme prolétarien que celui qui oublie l'appel de Zimmerwald, « l'ennemi est dans notre pays », et que le système impérialiste étant mondial et toutes les bourgeoisies étant solidaires, la meilleure manière d'aider un prolétariat en lutte est de mener l'assaut contre son propre Etat bourgeois. On sait comment les brigades internationales d'Espagne furent utilisées pour manœuvrer ou démobiler les éléments les plus riches d'abnégation du prolétariat européen et dégarner les fronts de la lutte prolétarienne à la veille de la seconde guerre impérialiste.

La solution marxiste du problème de la liaison entre le mouvement des dépossédés des colonies et celui du prolétariat des métro-

poles impérialistes ne réside pas en un "coup de main" donné par les seconds aux premiers, mais dans une alliance mondiale, celle que propose l'Internationale communiste à sa fondation et qui fut formulée clairement au congrès des peuples de l'Orient à Bakou. Cette alliance, qui devait être dirigée par l'Internationale, c'est-à-dire l'organisation qui se propose comme but la défense des intérêts de l'ensemble du prolétariat mondial en y subordonnant l'action des différents détachements nationaux, fut trahie en Chine en 1926-27 par les staliens, qui venaient de céder devant la pression de la bourgeoisie mondiale libérée de la menace de la révolution allemande, en décrétant la possibilité de "construire le socialisme dans un seul pays". La deuxième guerre mondiale, la dissolution honteuse de l'Internationale devant l'alliance démocratique anti-fasciste, la "coexistence pacifique" et le massacre du Vietnam ne sont que les conséquences de cette défaite et de cet étouffement du mouvement prolétarien mondial, avec la terrible pourriture théorique qui nous infecte.

La tâche est donc de reconstruire cette internationale, de dénoncer toutes les alliances avec les partis bourgeois, de reconstruire des noyaux nationaux dans la forme, mais irréductiblement internationalistes dans l'esprit, dont l'action doit viser à prendre d'assaut et à détruire les Etats bourgeois.

Chaque prolétariat "national" doit donc lutter chez lui, contre sa propre bourgeoisie, et refuser de se laisser embrigader aux côtés de cette bourgeoisie, ou d'une fraction "progressive" de celle-ci, contre une bourgeoisie étrangère "réactionnaire", hier la bourgeoisie fasciste allemande, aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste américaine. Comme l'a prouvé la révolution d'Octobre, si un maillon du front bourgeois mondial cède, comme ce fut le cas de la Russie en 1917, le prolétariat de ce pays aura à faire face à une action générale concertée de toutes les bourgeoisies nationales menacées. C'est pourquoi à une lutte menée par la bourgeoisie à l'échelle mondiale, le prolétariat devra répondre par une lutte unifiée à l'échelle mondiale. Sa victoire est donc impossible sans un parti international dont les différents détachements nationaux ne sont

que de simples sections sans aucune autonomie stratégique. La tâche de cette Internationale n'est pas, comme les dirigeants staliens le prétendent, de contracter alliance avec une partie de la bourgeoisie mondiale prétendument moins dangereuse (on voit ce qu'il en est aujourd'hui) contre une autre partie, mise au ban de l'humanité à cause de sa barbarie. C'est dire combien est dangereuse la proposition de Guevara : « Résumons ainsi nos aspirations à la victoire : destruction de l'impérialisme par l'élimination de son bastion le plus fort : la domination impérialiste des Etats-Unis d'Amérique du Nord ». C'est précisément parce que les Etats-Unis sont le rempart du capitalisme mondial, le gendarme de l'impérialisme, qu'ils bénéficient de la solidarité ouverte ou hypocrite, directe ou indirecte de toutes les autres bourgeoisies nationales. Lorsque le système impérialiste sautera, il sautera à l'échelle mondiale, c'est pourquoi la tâche des divers prolétariats "nationaux" est la dénonciation et la lutte contre leur propre bourgeoisie, lutte dont la forme seule est nationale, mais le contenu évidemment international.

★

Dans l'extrait de la lettre de Guevara publié par "Le Monde" du 27 avril, aucun passage ne mentionne un appel à la solidarité du prolétariat des Etats-Unis, du prolétariat noir en particulier (aucun appel autre que l'invitation à venir combattre sous les drapeaux nationaux, déjà citée). Cette similitude avec l'attitude des dirigeants vietnamiens (voir notre article sur l'interview du général Giap, **Le Prolétaire**, n° 39) est remarquable : les dirigeants des soulèvements nationaux ne croient pas à une reprise de la lutte de classe dans les métropoles impérialistes, ils ne comprennent pas que l'actuelle apathie du prolétariat est le résultat d'une défaite écrasante (puisqu'ils continuent de considérer le mouvement de Moscou comme authentiquement prolétarien et communiste).

Rappelons donc rapidement la position marxiste telle qu'elle fut restaurée par Lénine contre les révisionnistes sociaux-démocrates : la contradiction fondamentale —

(Suite en page 4)

Le lecteur est prié de se reporter aux numéros 36, 37, 39, 40, 42 dans lesquels ont paru les autres articles de cette série destinée à mettre en évidence l'orthodoxie marxiste de nos positions de parti dans la question des rapports entre parti et syndicats.

Les leçons de ses deux premières années d'existence, le Parti communiste d'Italie, fondé à Livourne en janvier 1921, les a résumées dans un "Projet de programme d'action" qui formulait ainsi la question de l'action du Parti :

« L'accroissement des forces organisées et de l'influence du P.C. sur les masses ne peut être obtenu par un simple effort de propagande théorique et idéologique et ce dernier ne peut se limiter à préparer ses membres à la lutte révolutionnaire suprême... La conquête des masses en vue de la prise du pouvoir résulte d'une action complexe qui doit se développer dans tous les domaines de la lutte et de la vie du prolétariat, le parti participant au premier rang à toutes les luttes même partielles et contingentes suscitées par les conditions de vie imposées à la classe ouvrière. Au cours de cette participation, le Parti doit mettre constamment en relief le lien étroit rattachant ses mots d'ordre et ses initiatives dans ces luttes partielles aux buts suprêmes de son programme. Pour assurer la conquête des masses au communisme, il ne doit jamais cesser de faire la critique des autres partis qui dirigent une partie des masses, même quand ils paraissent prêts à lutter pour les mêmes buts partiels que le P.C. »

Un paragraphe de ce "Projet" formulait ensuite les règles pratiques de la participation des communistes aux luttes ouvrières :

« La participation du P.C. aux luttes concrètes du prolétariat avec ses forces, ses solutions propres et son expérience, se fait en premier lieu sous la forme d'une participation de ses membres à l'activité des associations de travailleurs répondant à ces besoins et des buts économiques, tels que les syndicats, les coopératives, les mutuelles, etc... C'est par principe et de façon systématique que les communistes travaillent dans ces associations ouvrières à tous les travailleurs et n'exigeant de leurs adhérents aucune profession de foi religieuse ou politique particulière... Dans tous ces organismes, les communistes disposent en principe de groupes étroitement unis entre eux en même temps qu'avec le parti, et ils y défendent leur programme... »

« Le travail dans les syndicats tenu à la conquête de ceux-ci par le parti et au ralliement à ce dernier d'éléments sans parti ou adhérents aux autres partis qui agissent au sein du syndicat. C'est le travail le plus utile pour un accroissement rapide de l'influence du parti... »

« Aujourd'hui le parti de classe doit mener une campagne intense sur le mot d'ordre : "Syndicats rouges ! A bas les syndicats tricolores !" »

« Dans ce but, il doit chercher à conclure un accord avec les courants de gauche du mouvement syndical qui veulent maintenir celui-ci dans la ligne d'une lutte de classe révolutionnaire, et insérer dans cette action la lutte pour l'unification organique des syndicats... Cette unification doit être poursuivie le plus largement possible (sans exclure les éléments de droite encadrés par les réformistes et les syndicalistes qui furent interventionnistes dans la guerre)... mais dans des limites telles que les organisations syndicales restent libres de toute influence directe de l'Etat, ainsi que des partis et des syndicats patronaux. Les partis et les courants qui préconisent l'organisation de corporations professionnelles des couches sociales, comme le font les fascistes et d'autres partis bourgeois, ne doivent pas être autorisés à participer officiellement à la vie des syndicats ouvriers. Agir autrement serait permettre aux effectifs prolé-

Parti et Syndicats (VI)

ITALIE 1919-1924

« liens de passer dans des organisations où toute propagande et toute pénétration du communisme révolutionnaire deviendraient impossibles ».

Dans la "Relation sur la tactique" présentée au II^e Congrès du Parti à Rome en 1922, la question des rapports entre le parti communiste et la classe ouvrière était analysée et approfondie de la façon suivante : « Comment le Parti communiste peut-il élargir son influence réelle ? Grâce à l'exemple de sa loyauté indéfectible envers le prolétariat ? Grâce à sa propagande ? En exploitant la séduction exercée par l'esprit de révolte et le courage de ses militants ? Ce ne sont pas là les seuls et surtout pas les principaux moyens dont le Parti de classe doit user dans son œuvre assidue de pénétration dans les grandes masses travailleuses. Il a avant tout la tâche de participer utilement et infatigablement à toutes les manifestations d'activité du prolétariat. Partout où un groupe même restreint de travailleurs s'est constitué pour lutter sur le terrain de classe, le Parti doit l'inciter à une action concrète ; même si cette action ne présente que de façon rudimentaire ou embryonnaire les caractéristiques d'une action révolutionnaire, il ne faut jamais s'en abstraire ou la tourner en dérision, mais au contraire y intervenir, parce que dans la lutte, tout mouvement, aussi incertain ou limité qu'il ait été au début, finira par s'encadrer dans l'ensemble de l'activité révolutionnaire du parti. A cet égard, notre Parti a déjà prouvé qu'il était à la hauteur de la tâche. Aucun camarade, même parmi ceux qui sont plus spécialement tournés vers les études historiques, n'a jamais refusé de participer aux formes les plus modestes, mais les plus utiles (de la lutte de notre parti.) »

En définissant les tâches spécifiques du Parti, les *Tèses de Rome* n'avaient pas manqué de traiter la question controversée du front unique qui, selon les dirigeants de l'Internationale, devait, comme nous l'avons vu plus haut (cf. N° 42 du *Proletaire*), englober non seulement les organisations économiques de masse, mais aussi les partis ouvriers. Ayant repoussé le front unique politique (c'est-à-dire avec d'autres partis à base ouvrière), la Gauche italienne fut accusée par la direction de l'Internationale de pratiquer une "tactique syndicaliste". Elle répondit dans la "Relation" plus haut citée, en montrant de la façon suivante la signification strictement politique de la tactique du parti :

« Quelques camarades de l'Internationale ont pensé que notre tactique méritait le qualificatif de "syndicaliste" parce qu'elle aurait fait abstraction du facteur politique. Cela n'est pas exact. En faisant entendre la voix des communistes au sein des syndicats, tous nos camarades ont conscience de faire et font réellement œuvre politique. La vérité est que nous sommes en train de constituer au sein des syndicats un solide instrument de lutte contre les réformistes. Cet instrument est de nature essentiellement politique... Notre front unique est le front unique des organisations de tous les travailleurs, par dessus toute limite de catégorie ou de localité. Il s'efforce d'effacer toutes les traces d'esprit corporatif souvent dissimulées derrière un syndicalisme révolutionnaire qui a peu à envier au social-démocratie. Ce front unique pour lequel nous luttons est éminemment politique, parce que, à travers la lutte tendant à le réaliser, le Parti progresse dans son encadrement des masses prolétaires. Cette tactique que nous appliquons commence à donner de bons résultats... Nous conserverons et défendrons courageusement cet encadrement unitaire que nous avons commencé à réaliser. En aucun cas nous ne dédaignerons de nous approcher d'un organisme prolétarien quelconque pour l'attirer dans l'orbite de notre mouvement ». Cette clarification visait non seulement les reproches d'activisme syndical en même temps que de "doctrinarisme" adressés par l'Internationale à la Gauche italienne, mais aussi l'attitude de groupes dits "d'extrême-gauche" qui, ayant rejeté le princi-

pe de la lutte dans les syndicats, n'avaient plus d'autres ressources, pour ne pas étouffer à la longue dans leur isolement loin des masses ouvrières, que de manœuvrer en marge du mouvement opportuniste.

Il est donc clair qu'aussi longtemps que la Gauche en garda la direction, c'est-à-dire jusqu'en 1924, le Parti Communiste d'Italie sut aussi bien la déviation social-démocrate en matière syndicale. Une partie du Parti communiste allemand succombera au contraire à la première. Elle se a à l'origine de la scission entre le Parti Communiste d'Allemagne et le "Parti com-

muniste ouvrier d'Allemagne". Lénine la soumettra à une vigoureuse critique au chapitre VI de "L'Extrémisme, malade infantile du communisme" car elle consistait à proposer la rupture avec les syndicats réformistes et leur remplacement par des syndicats "communistes". Quant à la seconde déviation, qui consistait à réaliser une fusion ou un bloc entre le parti politique et la centrale syndicale, c'est elle qui l'a emporté sur l'orthodoxie marxiste au cours de la troisième victoire historique de l'opporunisme, c'est-à-dire de la dégénérescence qui finit par emporter l'Internationale de Moscou.

CONCLUSION

Ce serait une grave erreur de croire, comme beaucoup le font aujourd'hui, que la constitution de fractions communistes révolutionnaires au sein des syndicats et leur participation à la lutte ouvrière n'est qu'une position "tactique", une sorte de "manœuvre" visant uniquement à conquérir des nouvelles adhésions à la politique du Parti communiste internationaliste. Cette participation des révolutionnaires aux syndicats et aux luttes économiques est bel et bien une nécessité impléée dans le caractère prolétarien du parti de classe dont la fonction est de conduire les masses à l'assaut du pouvoir capitaliste, et une conception aussi fautive doit être laissée aux groupes politiques qui prétendent que dans le so-disant "néo-capitalisme", la fonction des syndicats est dépassée, si bien que les syndicats traditionnels devraient être remplacés par "d'autres formes d'organisation" ouvrière, "plus avancées" et répondant mieux aux "nouvelles" nécessités de la lutte. Caractéristique de l'ignorance et de la confu-

sion d'idées qui règnent dans le marasme politique actuel, cette position est en parfaite harmonie avec celle du syndicalisme officiel qui, partant lui aussi du prétendu changement des structures fondamentales de la société, nie que les syndicats gardent aujourd'hui leur fonction traditionnelle de "contestation", de "revendication" et de lutte frontale et qui voudrait la remplacer par des tâches beaucoup plus "civilisées" et "modernes", telles que l'"intervention" dans les structures non seulement économiques et sociales, mais aussi politiques pour les "transformer" en une compétition démocratique au service des travailleurs ! Telle est bien en effet la justification de la "nouvelle" tactique des partis soi-disants ouvriers (et surtout de ceux qui usurpent la tradition communiste) qui n'aspirent nullement à conquérir la direction des syndicats et considèrent "tactiquement" plus utile un développement parallèle des partis d'une part et des syndicats de l'autre, chacun restant autonome dans sa propre sphère !

Il est clair que cette prétendue "nouvelle" conception reproduit fidèlement la déviation social-démocrate d'il y a cinquante ans et ne sert qu'à priver le prolétariat de son guide naturel, le parti communiste révolutionnaire. Tant que le capitalisme existera, et même dans la phase de transition qui fera suite à la prise du pouvoir et pendant laquelle les classes bourgeoises survivront un certain temps dans l'économie (quoique privées du pouvoir politique), les syndicats resteront nécessaires et le parti communiste gardera le devoir d'en diriger l'action. Incapables de prévoir même une simple position de repli, tous ceux qui prétendent le contraire tombent dans le plus complet absentisme, et ceux d'entre eux qui s'imaginent que l'"invention" d'organes de lutte différents des organes classiques assurera à la révolution un développement plus rapide et plus sûr commettent en outre l'erreur d'amoinrir l'importance capitale du parti de classe dans l'histoire.

Pour notre part, nous continuons à défendre les positions classiques du marxisme telles qu'elles ont été rappelées dans cette série d'articles et, conscients du fait que, sans cet obscur travail, jamais le prolétariat se ralliera au communisme, nous voulons que notre petite organisation s'attèle à son dur travail communiste parmi les masses prolétaires, dans les usines et les campagnes et dans toutes les organisations de défense économique de la classe ouvrière.

C'est seulement ainsi que le parti retrouvera les conditions de lutte et les capacités révolutionnaires qu'il connut à des époques meilleures, et du même coup l'élan qui, demain, lui permettra de tenter à nouveau l'assaut contre le pouvoir du Capital. Tous les efforts devront donc être faits pour que les communistes prennent à nouveau la tête de la classe prolétarienne, et toute sorte crainte de "se salir les mains" devra être bannie, puisqu'aussi bien la lutte révolutionnaire purifiée et transfigurée tout.

LA FRANCE ETERNELLE des Nationaux-Communistes

Alors que les sociaux-démocrates abandonnent leur social-chauvinisme traditionnel, celui de 1914, pour se rallier à l'Europe, on peut voir les "communistes" recueillir cet héritage sacré et s'en faire les plus farouches défenseurs.

Répondant à la déclaration politique de la F.G.D.S. sur les problèmes européens, Waldeck-Rochet affirmait les 4 et 5 mai (Le Monde du 7-8 mai) : « Le P.C. est hostile à l'instauration d'un gouvernement supranational... (qui) aurait pour effet de liquider notre indépendance nationale... Nous considérons que la nation est une réalité historique durable (souligné par nous, Le Proletaire) dont il convient de respecter les droits... Un parlement européen élu au suffrage universel (...) qui compterait tout au plus 25 pour cent de Français (sic) ne ferait donc aucunement disparaître le danger que comporte pour un pays comme la France (sic) la perte de son indépendance nationale ».

On conçoit que la fraction de la bourgeoisie française, représentée actuellement par le pouvoir gaulliste, qui résiste encore aux tendances cosmopolites, les plus fortes du capitalisme contemporain et qui finiront par l'emporter, soit satisfaite de "ses" communistes qui l'aident pour la troisième fois (la première ce fut la grande époque de la résistance antifasciste et la seconde le viril "retroussez vos manches" de la reconstruction) à défendre la sacro-sainte indépendance nationale.

Quant à nous, nous ne pouvons que nous réjouir du fait que la marche de l'histoire (ce que Waldeck-Rochet appelle "rapide développement des forces productives" et que nous nommons "développement implacable de l'accumulation du capital" et "concentration toujours plus poussée du capital financier") démasque chaque jour un peu plus ces laquais du capitalisme. Alors que le développement même de l'économie montre que la nation est dépassée,

qu'elle ne représente qu'une forme historique transitoire correspondant au cadre dans lequel la bourgeoisie prit le pouvoir et à partir duquel elle réalisa le marché mondial, créant ainsi la base technique de l'économie mondiale planifiée de demain ; alors que l'Europe elle-même est terriblement étriquée en face de la "croissance des forces productives", nos stalinien font de la nation une réalité durable (ils n'osent dire éternelle!) dont il faut respecter les droits. Il est vrai que depuis 1936 et l'alliance avec les classes moyennes et la bourgeoisie antifasciste, ils ont "révisé" le Manifeste et son célèbre "les prolétaires n'ont pas de patrie".

A cette époque toutefois ils étaient encore membres d'une Internationale. Aujourd'hui il n'en est même plus question. Citons Waldeck Rochet : « En conclusion, tout en préconisant

l'unité d'action (sic) internationale de la classe ouvrière et la coopération entre tous les peuples ; nous considérons nous, communistes, que c'est avant tout dans le cadre national (souligné par nous) que la classe ouvrière et les victimes de la domination des monopoles capitalistes peuvent le mieux développer leur lutte, le mieux réaliser leur unité d'action pour le progrès social et, au-delà, pour le socialisme ».

Bourgeois et petits bourgeois français, malheureuses victimes des monopoles, reprenez courage, croyez-en le P.C.F. : les salariés vous aideront, comme en 1933, comme en 1939, comme en 1945. Et surtout soyez sans crainte : jamais plus vous n'entendrez dans la bouche de ces communistes-là, le terrible cri de guerre du Manifeste : « Proletaires de tous les pays unissez-vous ! ».

A propos du message de Che Guevara

(Suite de la page 3)

entre forces productives et rapports de production — prend, au stade impérialiste, une triple forme : 1) contradiction capital-travail ; 2) contradictions inter-impérialistes ; 3) contradictions entre les pays impérialistes et les pays sous-développés. Chacune de ces formes passe tour à tour au premier plan : 1914, la seconde ; 1917-1923, la première ; 1939, la seconde ; 1945, la troisième. Aucune ne cesse jamais vraiment de se manifester. La seule qui soit décisive, la seule dont la résolution puisse mettre fin au problème est la première. La bourgeoisie mondiale tend toutes ses forces pour l'empêcher d'éclater, mais elle ne peut y parvenir, elle ne peut retarder son action qu'en exacerbant les deux autres. Cette exacerbation même inéluctablement à une nouvelle guerre mondiale qu'elle redoute, et dont la crainte l'oblige à accepter le retour de la première contradiction, fondamentale. Les après marchandages, à

l'intérieur de la C.E.E., entre la C.E.E. et l'Angleterre, entre la C.E.E., l'Angleterre, les Etats-Unis au sein de la négociation Kennedy, sont autant de signes évidents de la maturation de la crise, crise qui relance le prolétariat mondial, et en particulier le prolétariat européen, à l'assaut.

Ce n'est pas en quelques années qu'on surmonte une déroute aussi totale que celle des années 20 — ce qui entraîne une débacle théorique et une réaction politique aussi profondes — et c'est une tâche ardue que de reconstituer pièce à pièce, jour après jour, une organisation internationale comme celle que fonda Octobre, et dans un terrain aussi pourri. Mais c'est éluder la difficulté que d'aller se battre sous un drapeau multicolore, même si l'on a conscience de faire son devoir prolétarien en luttant contre le yankee, bourreau des peuples du monde.

« L'ennemi est dans notre faubourg ! »

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.